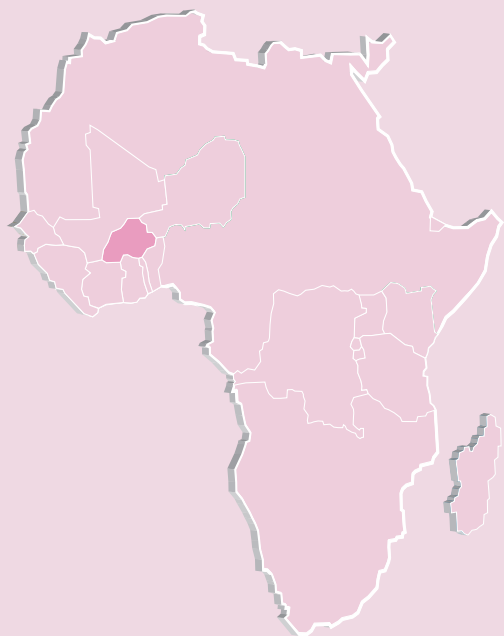
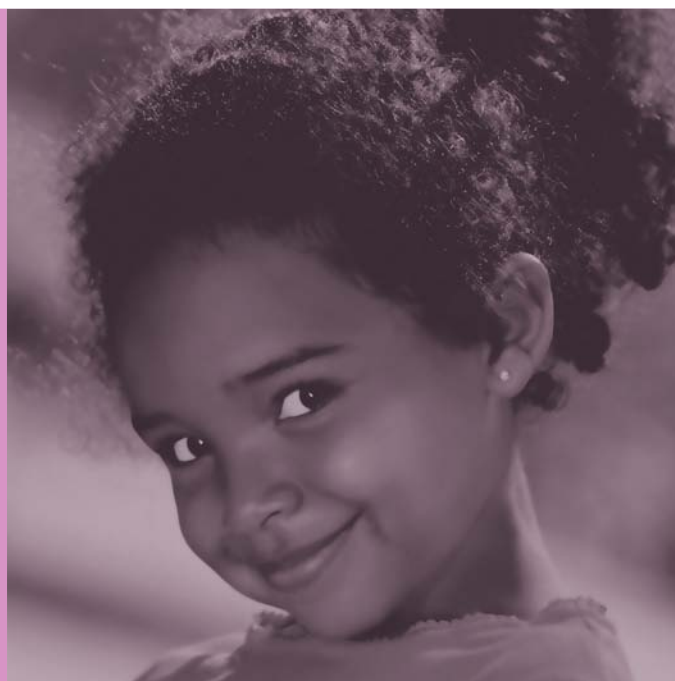


BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

RAPPORT ANNUEL - ANNUAL REPORT

2010

Developing
our continent.



Pour l'essor
de notre continent.



GRUPE BANK OF AFRICA

SOMMAIRE

TABLE OF CONTENTS

Banques et Filiales du Groupe	1
<i>Group Banks and Subsidiaries</i>	
Les points forts du Groupe	2-3
<i>Group strong points</i>	
Produits et Services disponibles	4
<i>French only</i>	

RAPPORT D'ACTIVITÉ EXERCICE 2010

ACTIVITY REPORT FISCAL YEAR 2010

Le mot du Directeur Général	6-7
<i>Comments from the Managing Director</i>	
Faits marquants 2010	8
<i>Highlights</i>	
Chiffres-clés 2010	9
<i>Key figures</i>	
Engagements citoyens de la Banque et de la Fondation BANK OF AFRICA	10-11
<i>French only</i>	
Conseil d'Administration, Capital	12
<i>Board of Directors, Capital</i>	
Rapport du Conseil d'Administration	13-21
<i>Report by the Board of Directors</i>	
Rapports des Commissaires aux Comptes	
• Rapport Général	22-24
• Rapport Spécial	25-26
<i>French only</i>	
Bilan et Compte de Résultat	27-33
<i>Balance sheet and Income statement</i>	
Résolutions	34-35
<i>Resolutions</i>	
Annexes	36-45
<i>French only</i>	

BANK OF AFRICA - BÉNIN

20 Agences à Cotonou.
17 Agences régionales.
*20 Branches in Cotonou.
17 Regional Branches.*

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

13 Agences à Ouagadougou.
8 Agences régionales.
*13 Branches in Ouagadougou.
8 Regional Branches.*

BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE

12 Agences à Abidjan.
8 Agences régionales.
*12 Branches in Abidjan.
8 Regional Branches.*

BANK OF AFRICA - GHANA

14 Agences à Accra.
5 Agences régionales.
*14 Branches in Accra.
5 Regional Branches.*

BANK OF AFRICA - MALI

14 Agences à Bamako.
7 Agences régionales et 2 Bureaux de proximité.
*14 Branches in Bamako.
7 Regional Branches and 2 Local Branches.*

BANK OF AFRICA - NIGER

8 Agences à Niamey.
8 Agences régionales.
*8 Branches in Niamey.
8 Regional Branches.*

BANK OF AFRICA - SÉNÉGAL

13 Agences à Dakar.
5 Agences régionales.
*13 Branches in Dakar.
5 Regional Branches.*

BANQUES ET FILIALES DU GROUPE

GROUP BANKS AND SUBSIDIARIES

BOA - FRANCE

4 Agences à Paris.
1 Agence à Marseille.

4 Branches in Paris.
1 Branch in Marseille.



BUREAU DE REPRÉSENTATION REPRESENTATIVE OFFICE

Siège à Paris, France.

Head Office in Paris, France.

FONDATION BANK OF AFRICA BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège à Bamako.

Présente dans 11 pays du Groupe.

Head Office in Bamako.

Presence in 11 countries where the Group operates.

BANK OF AFRICA - KENYA

9 Agences à Nairobi.
10 Agences régionales.

9 Branches in Nairobi.
10 Regional Branches.

BANK OF AFRICA - MER ROUGE

3 Agences à Djibouti.

3 Branches in Djibouti.

BANK OF AFRICA - TANZANIA

10 Agences à Dar es Salaam.
6 Agences régionales.

10 Branches in Dar es Salaam.
6 Regional Branches.

BANK OF AFRICA - UGANDA

12 Agences à Kampala.
10 Agences régionales.

12 Branches in Kampala.
10 Regional Branches.

BANK OF AFRICA - MADAGASCAR

19 Agences à Antananarivo.
43 Agences régionales.

19 Branches in Antananarivo.
43 Regional Branches.

BANK OF AFRICA - RDC

4 Agences à Kinshasa.
1 Agence régionale.

4 Branches in Kinshasa.
1 Regional Branch.

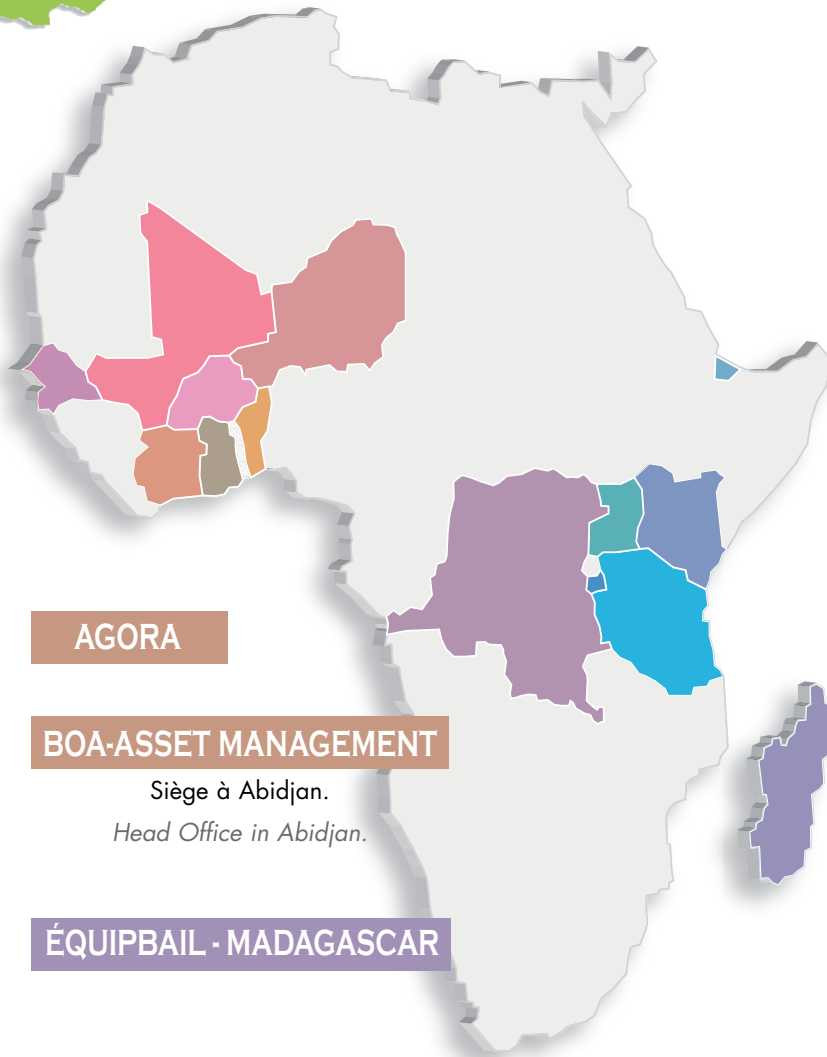
BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

(BCB) Intégrée au Réseau BOA en 2008.

6 Agences à Bujumbura.
10 Agences régionales.

(BCB) Integrated into BOA network in 2008.
6 Branches in Bujumbura.

10 Regional Branches.



AGORA

BOA-ASSET MANAGEMENT

Siège à Abidjan.

Head Office in Abidjan.

ÉQUIPBAIL - MADAGASCAR

ACTIBOURSE

Siège à Cotonou.

1 contact dans chaque BOA.
1 bureau de liaison à Abidjan.

Head Office in Cotonou.

1 contact in each BOA company.
1 Liaison Office in Abidjan.

AÏSSA

ATTICA

BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

1 Agence à Cotonou.

1 Branch in Cotonou.

LES POINTS FORTS DU GROUPE

BANK OF AFRICA GROUP

LA QUALITÉ DU SERVICE OFFERT À LA CLIENTÈLE

QUALITY OF CUSTOMER SERVICE

LE DYNAMISME ET LA DISPONIBILITÉ DES ÉQUIPES

DYNAMIC, ACCESSIBLE STAFF

LA SOLIDITÉ FINANCIÈRE

FINANCIAL SOLIDITY

LA COHÉSION DU RÉSEAU

COHESIVE NETWORK

LA DIVERSITÉ DES FINANCEMENTS PROPOSÉS

A WIDE RANGE OF FINANCING SOLUTIONS

L'EXPERTISE EN INGÉNIERIE FINANCIÈRE

EXPERTISE IN FINANCIAL ENGINEERING

LA PUISSANCE DES PARTENAIRES

STRONG PARTNERS

**CA GROUPE
2010**

GROUP TURNOVER

± 310 M€

BANK OF AFRICA

STRONG POINTS

UN RÉSEAU PUISSANT

Plus de 4 000 personnes à votre service.

Environ 300 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 15 pays, hors partenaires associés.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique en expansion continue.

Près d'un million de comptes bancaires.

UNE OFFRE ÉTENDUE ET DIVERSIFIÉE

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

DES PARTENAIRES STRATÉGIQUES, DONT :

BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTÉRIEUR (BMCE BANK),

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

UNE EXPÉRIENCE AFRICAINE UNIQUE

Un développement continu depuis près de 30 ans.

A STRONG NETWORK

More than 4,000 people at your service.

About 300 dedicated operating and service support offices in 15 countries, excluding affiliated partners.

A continuously expanding fleet of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals.

Close to 1,000,000 bank accounts.

A WIDE AND VARIED OFFER

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

STRATEGIC PARTNERS, INCLUDING:

BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTÉRIEUR (BMCE BANK),

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

UNIQUE EXPERIENCE IN AFRICA

Continuous development for almost 30 years.

PRODUITS & SERVICES DISPONIBLES

RÉSEAU FRANCOPHONE BANK OF AFRICA

BOA-BURKINA FASO



Assurances

Assurance Ambition
Assurance Études
Assurance Prévoyance
Assurance Retraite

Comptes

Compte Chèque
Compte Devises
Compte Elite
Compte Jeunes

Épargne

Bons de Caisse
Bons du Trésor par Adjudication
Compte Épargne
Compte Épargne Elite
Dépôt à Terme
Plan Épargne Ambition
Plan Épargne Éducation
Plan Épargne Logement
Plan Épargne Pèlerinage

« Compte Épargne Classic »

M-Paiement

Airtel Money
Orange Money

Monétique

Carte SÉSAME
Carte SÉSAME +
Carte SÉSAME ÉPARGNE
Carte VISA LIBRA
Carte VISA PROXIMA
Carte VISA Prépayée TUCANA
Cash Advance MASTERCARD

Multimédia

B-Phone - B-SMS
B-Web

Packages

Pack FONXIONARIA
Pack MON BUSINESS
Pack SALARIA

Prêts

Avance
Avance Tabaski
Découvert Autorisé
Microfinance
Prêt Collectif
Prêt Consommation
Prêt Équipement
Prêt Etudiant 2iE
Prêt Événements Familiaux
Prêt Habitation
Prêt Immobilier
Prêt Informatique
Prêt Personnel
Prêt Première Installation
Prêt Rechargeable
Prêt Tous à l'École
Prêt Véhicule

(Automatique)

« Renovation Travaux Habitation »

« Prêt Ma Maison »

« Prêt Scolarité »

Transferts et change

Change Manuel
Chèques de Voyage
T-Cash
Transfert Flash
Western Union

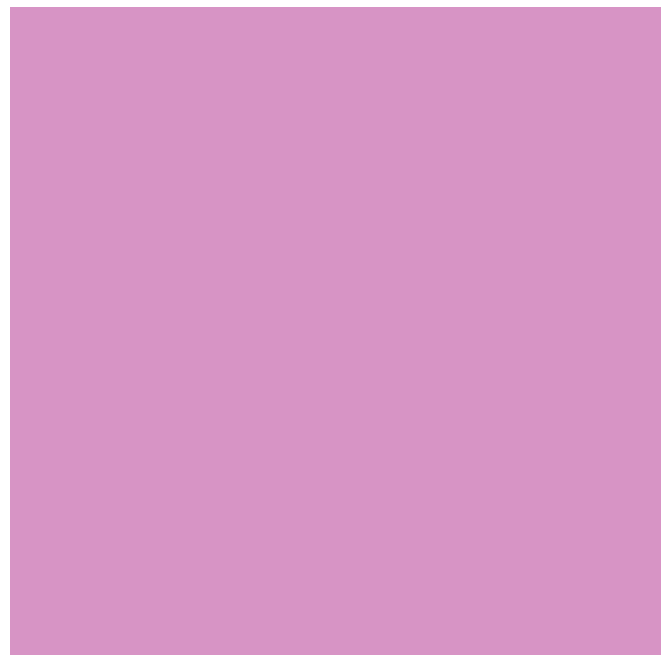
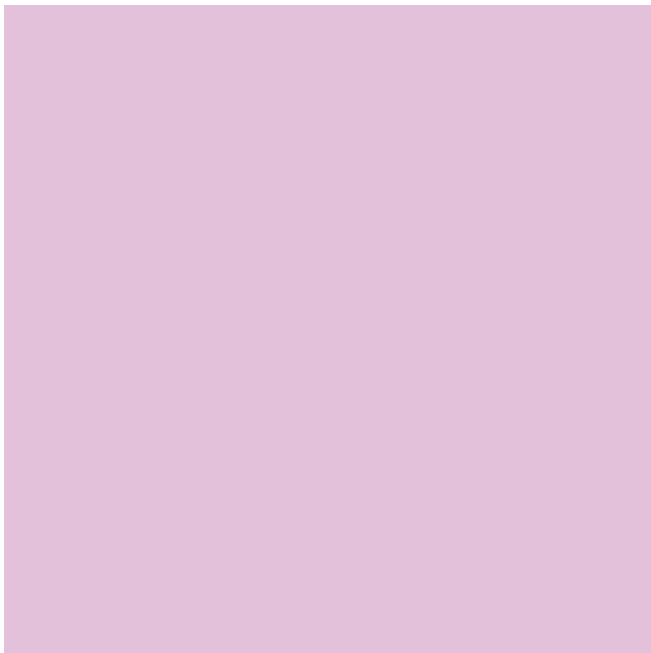
« Instrument de Voyage »

Produits & Services Entreprises

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2010 ACTIVITY REPORT



LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

COMMENTS FROM THE MANAGING DIRECTOR



L'exercice 2010 a été marqué par une croissance significative de notre activité comparée à l'année 2009, et ce dans de multiples domaines.

La collecte des ressources de la clientèle se rapproche ainsi du seuil symbolique de 200 milliards de F CFA, à 197 892 millions de F CFA, soit + 30,5 %.

Les crédits à la clientèle, qui progressent de 25,2 %, et les opérations syndiquées par le Groupe BOA, qui augmentent de 69,8 %, atteignent 145 068 millions de F CFA, en hausse de 25,6 %.

Le Produit Net Bancaire (PNB) connaît une évolution de + 24,6 %, et atteint 12 338 millions de F CFA.

Les Fonds Propres s'élèvent de 31,5 % et se situent à 18 056 millions de F CFA, et le total Bilan, en hausse de 29,5 %, est de 228 508 millions de F CFA.

Le Résultat Net, passe la barre des 3 milliards de F CFA, à 3 064 millions de F CFA, soit une amélioration de 34,9 %.

Le réseau, avec 21 agences et 26 Guichets Automatiques de Banque (GAB), renforce notre proximité avec la clientèle, tant dans les grandes villes qu'en province, et emploie 195 collaborateurs.

La BOA-BURKINA FASO occupe la 2nde place sur le marché bancaire et devient un acteur financier régional par l'importance de ses opérations dans la zone UEMOA.

L'Offre Publique de Vente (OPV) du 26 octobre 2010, des 100 000 actions BOA-BURKINA FASO a connu un franc succès avec une souscription de plus de 500 %. Ce fut également l'occasion d'ouvrir le capital aux salariés de la Banque.

Depuis sa cotation le 30 décembre 2010, la BOA-BURKINA FASO est devenue la 1^{ère} banque et la 2nde entreprise burkinabè cotée à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières d'Abidjan (BRVM). Depuis, le cours de bourse a connu une progression de plus de 30 %.

The 2010 financial year was highlighted by a significant increase in our revenues in a number of different areas compared to 2009.

Customer deposits approached the symbolic threshold of CFAF 200 billion, rising by 30.5% to CFAF 197,892 million.

Customer loans rose by 25.2%, and BOA Group syndicated loans were up by 69.8%, reaching CFAF 145,068, a 25.6% increase.

Net Banking Income (NBI) rose by 24.6%, to CFAF 12,338 million.

Shareholders' equity rose by 31.5%, to CFAF 18,056 million, while total assets were up by 29.5%, to CFAF 228,508 million.

Net income rose by 34.9%, surpassing the CFAF 3 billion mark, at CFAF 3,064 million.

With 21 branches and 26 Automatic Teller Machines (ATMs), our retail network gets us close to our customers in both major cities and smaller towns, thanks to its 195 employees.

BOA-BURKINA FASO is the second largest bank in the country and has become a heavyweight regional player through the magnitude of its transactions within the WAEMU.

The 26 October 2010 public offering of 100,000 shares in BOA-BURKINA FASO was a big success, being more than 500% oversubscribed. This was also an opportunity to bring our employees on board as Bank shareholders.

Since its 30 December 2010 IPO, BOA-BURKINA FASO has become the largest bank and the second-largest Burkina Faso company listed on the Abidjan Regional Securities Market (BRVM). The stock price has gained more than 30% since the IPO.

Ces réalisations ont été rendues possibles grâce à la poursuite et à la mise en œuvre opérationnelle de nombreux chantiers entrepris en 2009, tous orientés vers notre clientèle, le cœur de notre action quotidienne. *C'est parce que nos clients nous font confiance et nous sont restés fidèles que nous avons pu réaliser ces performances en 2010.*

Nous saluons également ici l'engagement au quotidien et la qualité constante du travail de tout le personnel de la Banque, qui a fortement contribué à l'atteinte de ces résultats, dans un environnement concurrentiel difficile. *Ces collaborateurs, devenus actionnaires de la Banque, constituent la composante clef de la réalisation de notre Programme Triennal de Développement (PTD) 2010-2012.*

Notre rôle, tout au long de l'exercice écoulé, a été de mobiliser, fédérer et canaliser les énergies de l'ensemble de nos ressources humaines pour dépasser les objectifs budgétaires tout en renforçant la culture d'entreprise BOA-BURKINA FASO. *La valorisation permanente du capital humain, gage de la fidélisation, est un facteur décisif du succès de notre développement.*

Nous poursuivrons en 2011 l'amélioration de la qualité du service à la clientèle, le développement contrôlé du portefeuille par le renforcement de la dynamique commerciale et l'élargissement de notre offre de produits, tout en renforçant notre présence par l'ouverture à un rythme soutenu de nouvelles Agences et par l'implantation de GABs, conformément à la signature BANK OF AFRICA : «*La force d'un groupe, la proximité d'un partenaire*».

L'année 2011 sera également marquée par le démarrage effectif des travaux de construction de notre futur siège social à Ouagadougou, dans la Zone d'Activités Commerciales et Administratives (ZACA), preuve de notre ambition sur le marché burkinabè.

Enfin, nos remerciements vont au Conseil d'Administration et aux actionnaires de la Banque, ainsi qu'aux Structures Centrales du Groupe BANK OF AFRICA, qui nous accompagnent par leurs conseils avisés et leurs encouragements à toujours mieux faire, avec une disponibilité permanente.

LAURENT R. BASQUE

Directeur Général

These achievements were made possible by seeing through the many projects we undertook in 2009 and implementing them on an operating level. All these projects are focused on our customers, who are at the heart of what we do every day. It is because our customers place their trust in us and have remained loyal to us that we were able to achieve these performances in 2010.

We also salute the daily commitment and the constant quality of work of the Bank's entire staff, which have been instrumental in achieving these results amidst a tough competitive environment. Our employees, who are now shareholders in the Bank, are the key component in carrying out our 2010-2012 Three-Year Development Plan.

Our role throughout last year was to capture, consolidate and channel the energies of all our human resources, in order to surpass our budget targets, while reinforcing BOA-BURKINA FASO's corporate culture. We constantly strive to bring out the best in our people. This makes them loyal to us and is a decisive factor in our successful development.

In 2011 we will continue to enhance the quality of our customer service, to expand our portfolio in a controlled manner by stepping up our marketing efforts, and to extend our product offer, all the while expanding our footprint by opening new branches at a brisk pace and by installing ATMs, in accordance with BANK OF AFRICA's mission: "As strong as a group, as close as a partner".

2011 will also be highlighted by the groundbreaking on our future headquarters in Ouagadougou, in the Commercial and Administrative Activity Zone (ZACA), as a mark of our ambitions on the Burkina Faso market.

We thank the Board of Directors and Bank shareholders, as well as the central office of the BANK OF AFRICA GROUP, who have freely availed us of their wise advice and encouragement to constantly strive to do better.

LAURENT R. BASQUE

Managing Director

FAITS MARQUANTS 2010

HIGHLIGHTS



Première cotation des actions BOA-BURKINA FASO à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières d'Abidjan.
Initial listing of BOA-BURKINA FASO shares on the Abidjan Regional Securities Market. © BOA-BURKINA FASO

FÉVRIER - FEBRUARY

Ouverture de l'Agence du **Boulevard France-Afrique** à Ouagadougou.

Opening of the **Boulevard France-Afrique** Branch, in Ouagadougou.

AVRIL - APRIL

La Banque prend la 2^e place du marché burkinabé.

The Bank takes over second place on the Burkina banking market.

MAI - MAY

Ouverture d'une caisse avancée au sein de l'Agence de voyage de BRUSSELS AIR LINES à Ouagadougou.

Opening of a decentralized counter at the BRUSSELS AIRLINES agency in Ouagadougou.

JUIN - JUNE

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2010 pour les Cadres du Groupe, à Dar es Salaam, en Tanzanie.

Participation in the 2010 BANK OF AFRICA Meetings for senior officers of the Group in Dar es Salaam, Tanzania.

JUILLET - JULY

Ouverture de l'Agence de **Pissy**, à Ouagadougou.

Opening of the **Pissy** Branch, in Ouagadougou.

SEPTEMBRE - SEPTEMBER

Ouverture d'une Agence au sein des locaux de la Centrale d'Achats des Médicaments Essentiels Génériques et des Consommables Médicaux (CAMEG) dans la ville de **Dédougou**, située à 230 km au nord-ouest de Ouagadougou.

Opening of a branch on the premises of the Essential Generic Drug and Medical Consumable Purchasing Centre (CAMEG) in the city of **Dédougou**, located 230 km northwest of Ouagadougou.

OCTOBRE - OCTOBER

Opération d'augmentation du capital de la Banque par Offre Publique de Vente (OPV) de 100 000 actions.

Capital increase through a public offer of sale of 100,000 shares.

DÉCEMBRE - DECEMBER

Première cotation des actions BOA-BURKINA FASO au compartiment des actions de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) d'Abidjan.

Initial listing of BOA-BURKINA FASO shares on the Abidjan Regional Securities Market (BRVM).

Franchissement du seuil symbolique de 200 milliards de F CFA de ressources clientèle.

Bank crossed symbolic threshold of CFAF 200 billion in customer deposits.

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2010 pour les Administrateurs du Groupe, à Cotonou, au Bénin.

Participation in the 2010 BANK OF AFRICA Meetings for Group Directors in Cotonou, Benin.

CHIFFRES CLÉS 2010

KEY FIGURES

TOTAL BILAN
TOTAL ASSETS

228 508

MILLIONS DE F CFA
CFAF MILLION

AU 31 / 12 / 2010 - ON 31 / 12 / 2010

ACTIVITÉ - ACTIVITY

Dépôts clientèle*	197 892	<i>Deposits*</i>	197,892
Créances clientèle*	119 417	<i>Loans*</i>	119,417

RÉSULTAT - INCOME

Produit Net Bancaire*	12 338	<i>Operating income*</i>	12,338
Charges de fonctionnement*	6 018	<i>Operating expenses*</i>	6,018
Résultat Brut d'Exploitation*	5 695	<i>Gross operating profit*</i>	5,695
Résultat Net*	3 064	<i>Net income*</i>	3,064
Coefficient d'Exploitation (%)	53,92	<i>Operating ratio (%)</i>	53.92

STRUCTURE

Total Bilan*	228 508	<i>Total Assets*</i>	228,508
Fonds Propres après répartition*	15 930	<i>Shareholders' equity after distribution*</i>	15,930
Fonds Propres/Total Bilan (%)	7,02	<i>Shareholders' equity/Total assets (%)</i>	7.02
Effectif moyen pendant l'exercice	195	<i>Average number of employees</i>	195

(*) En millions de F CFA

(*) In CFAF millions

ENGAGEMENTS CITOYENS DE LA BANQUE

Durant l'année 2010, la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO a poursuivi et renforcé ses actions citoyennes, notamment dans les domaines social, économique et environnemental.



1 - Groupe d'orphelines ayant reçu des vélos de la Banque.

SOCIAL

- Juillet 2010 : don de sang effectué par le personnel de la Banque au profit des malades du Centre Hospitalier Universitaire Yalgado Ouedraogo, opération initiée par l'association SOS-Sang.
- Septembre 2010 : don de 15 vélos à des orphelines de retraités de la Fonction Publique, manifestation parrainée par la Caisse Autonome de Retraite des Fonctionnaires (photos 1 et 2).
- Participation au Marathon International BOA de Bamako, par le financement du déplacement et du séjour d'une délégation.

ÉCONOMIQUE

L'année 2010 a été marquée par la poursuite et la concrétisation de plusieurs actions de financement déjà entreprises les années passées.

- Appui à l'agriculture et notamment à la filière coton, l'un des principaux produits d'exportation du Burkina / prêt à la SOFITEX : 20 milliards de F CFA dont la part de la BOA-BURKINA FASO est de 7 milliards de F CFA.
- Appui aux entreprises agro-alimentaires : prêt à SN CITEC (huilerie, savon) : 5 milliards de F CFA.
- Appui au secteur de l'élevage par la poursuite de la commercialisation du produit «Embouche bovine».
- Appui à la Société Nationale d'Electricité du Burkina pour le financement d'une centrale électrique : 12 500 milliards de F CFA (photos 3 et 4).

Suite... ▶



2 - Le Ministre de la Fonction Publique remettant un vélo offert par la Banque à une orpheline.



3 - Echange de documents entre le PCA de la SONABEL et le DG de la BOA-BURKINA FASO après la signature de la convention de financement de 12,5 milliards.



4 - Remise symbolique d'un chèque de 12,5 milliards au PCA de la SONABEL pour matérialiser le financement des BOA.

ACTIONS DE LA FONDATION BANK OF AFRICA

TOUS À L'ÉCOLE

Décembre 2010 : don de 48 000 cahiers à des écoles publiques de Ouagadougou pour une valeur de 8 millions de F CFA dans le cadre de l'opération « Tous à l'École » initiée par la Fondation BOA (photos ci-dessous).



Remise symbolique d'un échantillon de cahiers au représentant du Ministre de l'Éducation Nationale, par M. Sébastien TONI, DGA. Groupe d'élèves bénéficiaires des cahiers TOUS À L'ÉCOLE remis par la FONDATION BOA.

ENVIRONNEMENTAL

- Renouvellement de la flotte de transport de TOTAL BURKINA SA, conformément aux normes environnementales en vigueur par le financement de 52 camions citernes neufs d'un montant total de 4 500 milliards de F CFA. (Photos 5 et 6)
- Financement de plusieurs entreprises pour des travaux d'assainissement et de traitement des eaux usées de la ville de Bobo-Dioulasso.
- De plus, pour soutenir les actions en faveur de l'environnement, notre Banque se refuse à financer tout projet pouvant présenter des conséquences néfastes sur l'environnement.



5 - Animation musicale par les 'Grandes Personnes de Boromo' lors de la cérémonie de mise en route des camions citernes TOTAL financés par la BOA-BURKINA FASO
6 - Vue de camions financés par la Banque à des transporteurs de TOTAL BURKINA.

Photos : © BOA-BURKINA FASO

CONSEIL D'ADMINISTRATION

BOARD OF DIRECTORS

Au 18 février 2011, le Conseil d'Administration, de 10 membres, est composé comme suit :

At 18 February 2011, the Board of Directors comprised the following 10 members:

Lassiné DIAWARA, Président / *Chairman*

Paul DERREUMAUX

Delchan OUEDRAOGO

CAURIS CROISSANCE,
représenté par / *represented by*
Noël Yawo EKLO

Mamadou KA

UNION DES ASSURANCES DU BURKINA-VIE,
représentée par / *represented by*
Soumaila SORGHO

BANK OF AFRICA - NIGER (BOA-NIGER),
représentée par / *represented by*
Boureima WANKOYE

Mohamed BENNANI SMIRES

Lala MOULAYE

Mohamed BENNANI

CAPITAL

Au 18 février 2011, la répartition du capital s'établit comme suit :

At 18 February 2011, the Bank's capital was held as follows:



52.24% BOA WEST AFRICA

3.88% ATTICA S.A

0.45% CAURIS CROISSANCE

10.21% LASSINÉ DIAWARA

8.98% UNION DES ASSURANCES
DU BURKINA-VIE

0.26% AUTRES BANK OF AFRICA
OTHER BANK OF AFRICA

23.98% ACTIONNAIRES PRIVÉS
DE L'UEMOA
WAEMU PRIVATE SHAREHOLDERS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
DU 23 MARS 2011

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS

TO THE ANNUAL GENERAL MEETING
HELD ON 23 MARCH 2011



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS

LE CADRE ÉCONOMIQUE & FINANCIER DE L'EXERCICE 2010

L'environnement international

Au plan international, l'analyse de la conjoncture indique une poursuite de la reprise économique amorcée depuis le deuxième semestre de l'année 2009. Cependant, le rythme de la croissance s'est légèrement ralenti au second semestre 2010, sous l'effet du retrait progressif des mesures de soutien initialement prises par les gouvernements et les autorités monétaires des pays développés.

PRODUIT
INTÉRIEUR
BRUT
+ 4,6 %

Le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial devrait enregistrer une croissance positive de 4,6 % en 2010, après une baisse de 1,4 % en 2009. Cette performance est principalement tirée par le dynamisme économique des pays émergents, notamment le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

Dans les pays émergents, l'activité économique a été robuste et s'est confortée sous l'effet de la demande intérieure et de la reprise des exportations. L'économie la plus dynamique de ces pays à savoir celle de la Chine a affiché une croissance de l'ordre de 10,50 % en 2010. Les investissements étrangers directs ont augmenté de 19,6 % au premier semestre 2010, atteignant 51,43 milliards de dollars dans ce pays.

En revanche, les économies avancées, en léger recul sur le second semestre 2010, affichent globalement une croissance moins forte.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 2,4 % au deuxième trimestre 2010, après un bond de 3,7 % lors des trois premiers mois de l'année. Cette performance est légèrement moins bonne que celle attendue par les économistes qui tablaient sur une hausse moyenne de 2,5 % de l'activité.

La zone euro a connu une modeste amélioration de sa situation économique comparativement à 2009. En dépit d'une bonne tenue du commerce extérieur

qui bénéficie du dévissage de la monnaie européenne vis-à-vis du dollar, la croissance de l'activité économique sur l'ensemble de l'année 2010 devrait être modérée à +1 %. En effet, l'économie européenne continue de subir les contrecoups de la faiblesse de la demande intérieure.

Dans ce contexte économique, l'inflation a baissé dans la plupart des économies avancées. Aux États-Unis, l'indice des prix à la consommation a poursuivi sa tendance baissière et s'est établi à environ 1,1 %. Dans la zone euro, l'inflation est ressortie à 1,4 % du fait notamment de la faiblesse de la demande des ménages, déprimée par les mesures d'austérité budgétaire. Au Japon, le phénomène de la déflation observé depuis plus d'un an persiste toujours, mais le rythme du recul des prix à la consommation s'atténue progressivement.

L'évolution de la situation économique dans l'UEMOA

La conjoncture économique au sein des pays de la zone UEMOA s'est améliorée comparativement à l'année 2009, consécutivement à la reprise de l'économie mondiale et à la bonne tenue de l'activité économique dans le commerce, les services marchands et le secteur agricole.

Dans le commerce, l'indice du chiffre d'affaires est ressorti, au premier semestre 2010 à + 6,1 % en Côte d'Ivoire, à + 5,9 % au Niger et à + 9,6 % au Sénégal. L'indice de production industrielle est quant à lui ressorti à - 7 % en Côte-d'Ivoire, - 6,8 % au Sénégal et + 33 % au Bénin. Concernant l'indice synthétique dans les services marchands, il était en hausse de 22,9 % au Niger, 12,8 % au Togo et en baisse de 0,9 % au Bénin.

Conforté par ailleurs par **d'excellentes campagnes agricoles** dans la plupart des pays de l'Union, le taux de croissance économique ressortirait à 4,0 %,

en hausse par rapport à l'objectif de 3,8 % fixé pour l'année 2010. Mais on pourrait redouter une dégradation, dans les mois à venir, de la situation économique dans cette zone au cas où la crise sociopolitique qui frappe actuellement la Côte d'Ivoire venait à perdurer.

Concernant l'inflation dans la zone UEMOA, la tendance des prix à la consommation est restée en légère hausse à + 1,2 % en moyenne comparativement à l'année 2009 où le taux d'inflation s'affichait à 0,4 %. Cette pression est liée au renchérissement des produits énergétiques, notamment le pétrole. Toutefois, des disparités sont observées entre les pays de l'Union, même si les écarts se réduisent progressivement.

Au plan financier, l'activité boursière de la zone UEMOA, après avoir été affectée par la crise financière et économique internationale qui a généré des mouvements de ventes ayant entraîné la baisse des cours de certaines valeurs, s'est inscrite en hausse au cours de l'année 2010.

En effet, les indices BRVM 10 et BRVM composite ont progressé respectivement de + 27,40 % et + 20,48 %, pour s'établir à 182,96 et 159,10 points au cours de la période. La progression généralisée des cours ainsi que l'introduction des valeurs BOA-CÔTE D'IVOIRE le 7 avril 2010 et BOA-BURKINA FASO le 30 décembre 2010 ont permis **une hausse de 23,63 % de la capitalisation boursière** des actions qui est passée à 3 471,19 milliards de F CFA.

Par contre, la capitalisation boursière du compartiment des obligations s'est contractée de 12,57 %, en passant à 457,47 milliards de F CFA. Cette baisse est imputable aux amortissements intervenus sur plusieurs lignes obligataires.

Toutefois, il est à noter qu'un climat sociopolitique serein en Côte d'Ivoire est nécessaire pour assurer la consolidation et le développement durable des activités financières dans la zone UEMOA.

ECONOMIC & FINANCIAL TRENDS DURING FISCAL YEAR 2010

The international environment

An analysis of the international economic situation shows that the recovery that began in the second half of 2009 continued into 2010. However, the pace of growth slowed slightly in the second half of 2010, due to the gradual phase-out of the support measures taken by governments and monetary authorities in developed countries.

Global gross domestic product (GDP) is estimated to have risen by 4.6% in 2010, after shrinking by 1.4% in 2009. This performance was driven mainly by solid economic growth in emerging economies, particularly Brazil, Russia, India and China.

The vigorous economic activity in emerging countries was supported both by domestic demand and the upturn in exports. China—the most dynamic of these economies—achieved growth of around 10.50% in 2010. Direct foreign investments in the country rose by 19.6% to 51.43 billion dollars in the first half of 2010.

On the other hand, advanced economies, which experienced a slight downturn in the second half of 2010, posted less strong growth for the year.

In the United States, GDP progressed by 2.4% in the second quarter of 2010, after a sharp 3.7% rise in the first three months of the year. This performance was slightly below forecasts from economists who were expecting average growth of 2.5%.

The euro zone experienced a slight improvement in its economic situation compared to 2009. Despite a good level of foreign trade, which benefitted from the euro's fall against the dollar, economic growth in 2010 overall is expected to achieve a moderate 1%. In reality, the European economy continues to suffer from the effects of poor domestic demand.

Against this economic backdrop, inflation fell in most of the advanced economies. In the United States, the consumer price index continued to fall, settling at around 1.1%. In the euro zone, inflation came to 1.4% due to weak demand from consumers, who are suffering from austere budgetary measures. In Japan, the deflation that has been observed for a year now still persists, but the slowdown in consumer prices is gradually easing off.

Economic trends in the WAEMU

The economic picture improved in the WAEMU compared with 2009, due to the global economic recovery and the strong showing of the commercial, retail services and agricultural sectors.

Trade figures rose in the first half of 2010 by +6.1% in Ivory Coast, +5.9% in Niger and +9.6% in Senegal. Industrial output, meanwhile, fell by 7% in Ivory Coast and 6.8% in Senegal, while gaining 33% in Benin. The synthetic retail services index rose by 22.9% in Niger, 12.8% in Togo, while falling by 0.9% in Benin.

Driven by excellent harvests in most WAEMU countries, the economy expanded by 4.0%, above the 3.8% target that had been set for 2010. However, the economic situation in the WAEMU could worsen in the coming months if the current socio-political crisis in Ivory Coast were to drag on.

On the inflation front, consumer prices in the WAEMU zone continued to move up slightly, by +1.2% on average compared to 2009, when inflation came to 0.4%. This pressure is due to higher energy prices, especially oil. While there remain disparities between WAEMU countries, they are gradually shrinking.

La situation économique et financière au Burkina Faso

Au niveau du Burkina Faso, l'année 2010 a été marquée par un taux de croissance économique de l'ordre de 5,5 %. Cette performance ressort en nette amélioration par rapport à l'année 2009 qui affichait un taux de 3,2 % dans un contexte économique plus difficile, affecté par les effets conjugués de la crise financière internationale et des inondations survenues en septembre de la même année.

L'activité économique a bénéficié en 2010 de l'apport substantiel des secteurs minier et cotonnier, notamment dans sa composante égrenage. En effet, l'examen de la situation du commerce extérieur fait ressortir une hausse des exportations en valeur de plus de 40 % en 2010 comparativement à l'année 2009, soutenue par les ventes de coton et surtout de l'or qui est devenu le premier produit d'exportation.

Cette bonne performance des exportations a permis de stabiliser le déficit de la balance courante autour de 5 % du PIB. Dans ces conditions, et grâce à une mobilisation optimale des recettes non fiscales, le déficit budgétaire anticipé serait contenu sous la barre de 5 % du PIB. En effet, le pays jouit d'une bonne réputation auprès des différents bailleurs de fonds qui se traduit par le bénéfice d'une proportion élevée d'appuis budgétaires. L'aide extérieure représente entre 12 et 15 % du PIB depuis 2000 et plus de 60 dollars par habitant depuis 2006.

L'inflation serait relativement maîtrisée et l'augmentation de l'index des prix à la consommation ne devrait pas dépasser 0,2 %, taux bien en deçà de la moyenne communautaire estimée à 1,2 %. Ce résultat est le signe d'une faible pression sur les produits alimentaires qui composent la moitié du panier de consommation.

En termes de perspectives, l'année 2011 verra le début de la mise en œuvre concrète des orientations stratégiques validées en 2010 et dénommées Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD). Le budget de l'État, gestion 2011, s'inspire de ce référentiel et propose des actions articulées autour du défi majeur de la relance

de l'économie avec une accélération du rythme de croissance pour un développement durable. Dans ce sens, la politique d'allocation des ressources sera axée sur quatre grandes priorités :

- le renforcement du soutien à l'agriculture, aux ressources animales et à la préservation des ressources naturelles ;
- le développement des infrastructures économiques ;
- la consolidation des actions de lutte contre la pauvreté ;
- la promotion de l'emploi et la maîtrise du chômage.

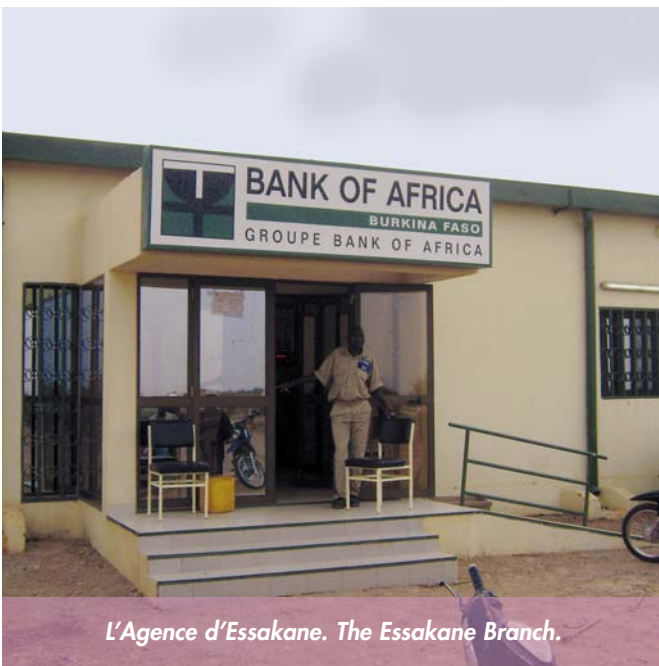
Les grandes masses de ce budget sont arrêtées en recettes à 994 milliards de F CFA, en hausse de 11,6 % par rapport à 2010 et, en dépenses, à 1 160 milliards de F CFA, soit un accroissement de 0,7 % par rapport à 2010. Sur cette base, il est anticipé pour l'année 2011 un taux de croissance du PIB de 6 % et un taux d'inflation de 2,7 %. Les différents plans sectoriels de relance devraient bénéficier, comme à l'accoutumée, des appuis budgétaires de la part des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Cependant, à l'instar de la plupart des pays de la zone UEMOA, l'économie burkinabé est handicapée par plusieurs facteurs, notamment une diversification insuffisante et une forte dépendance vis-à-vis de considérations exogènes telles que les conditions pluviométriques, les cours mondiaux du pétrole, du coton et de l'or, ou encore envers l'aide extérieure.

Par ailleurs, la poursuite judicieuse des réformes administratives, fiscales et judiciaires propices à l'investissement privé, ainsi que la mise en place d'infrastructures énergétiques d'envergure restent encore des défis majeurs pour asseoir les bases d'une économie se voulant émergente. ■



L'Agence Kwamé N'Krumah, à Ouagadougou.
The Kwamé N'Krumah Branch, in Ouagadougou.



L'Agence d'Essakane. The Essakane Branch.



L'Agence de Koudougou. The Koudougou Branch.

Financially, equity markets in the WAEMU zone posted gains for 2010 after being hit in 2009 by the international financial and economic crisis, which triggered a sell-off that led to lower prices of certain stocks.

The BRVM 10 and BRVM composite indexes gained, 27.40% and 20.48% respectively, ending the year at 182.96 and 159.10 points. Share price gains in the wake of the IPOs of BOA-CÔTE D'IVOIRE on 7 April 2010 and BOA-BURKINA FASO on 30 December 2010 led to 23.63% gains in market capitalisation to CFAF 3471.19 billion.

However, bond market capitalisation shrank by 12.57%, to CFAF 457.47 billion, due to redemption of several bond lines.

However, a calmer socio-political climate is needed in Ivory Coast to ensure the consolidation and sustained development of financial activities in the WAEMU.

The economic and financial situation of Burkina Faso

In Burkina Faso, 2010 featured economic growth of about 5.5%. This is a sharp improvement from the 3.2% rate of 2009, which came amidst an economic environment that was more challenging, due to the combined impact of the international financial crisis and flooding in September.

Economic activity was driven in 2010 by the substantial contribution of the mining and cotton sectors, particularly cotton ginnery. An analysis of foreign trade shows that exports rose by more than 40% in value terms in 2010 compared to 2009, driven by sales of cotton and, above all, gold, which has become the top export product.

Robust exports helped stabilise the current accounts balance at about 5% of GDP. Because of this and the optimum use of extra-taxation receipts, the budget deficit is expected to fall below 5% of GDP. The reason for this is that the country enjoys a solid reputation with various lenders and therefore receives significant fiscal support. External assistance has accounted for between 12% and 15% of GDP since 2000 and more than 60 dollars per capital since 2006.

Estimated inflation was kept relatively under control and the consumer price index is unlikely to exceed 0.2%, which is well below the estimated 1.2% WAEMU average. This is due to low pricing pressure on food, which makes up half of the consumer goods basket.

Regarding the outlook, the Strategy for Accelerated Growth and Sustainable Development (SCADD) approved in 2010, will begin to be implemented in 2011. Using this referential, the state budget, for its 2011 management plan, proposes various measures to kick start economic recovery and speed up economic growth with a view to ensuring sustainable development. To achieve this objective, resource allocation policy will take into account four main priorities:

- reinforcing support for agriculture, animal resources and the preservation of natural resources;
- developing economics infrastructures;
- consolidating actions to combat poverty;
- fostering job creation and curbing unemployment.

The main lines of the budget comprise revenues of CFAF 994 billion, up 11.6% from 2010, and expenditures of CFAF 1.160 billion, up 0.7% over 2010. On this basis, a 6% GDP growth rate and a 2.7% inflation rate are predicted for 2011. The various sector-specific recovery plans should receive the usual budgetary aid from bilateral and multilateral partners.

However, like most WAEMU countries, Burkina Faso's economy has been crippled by several factors, including insufficient diversification and heavy exposure to external factors such as rainfall, global prices on oil, cotton and gold, and foreign aid.

However, to consolidate an economy that wants to be considered "emerging", major challenges remain in the areas of effective administrative, tax and judicial reforms, which will encourage private investment and the building of major energy infrastructure. ■

Photos : © BOA-BURKINA FASO

ANALYSE DES COMPTES DE BILAN ET DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2010

L'exercice qui s'est achevé le 31 décembre 2010 aura été celui de la confirmation des performances obtenues l'exercice précédent, se traduisant par une **progression sensible, tant du bilan que du résultat, de la Banque.**

Le volume des dépôts collectés au titre des Comptes d'Épargne a évolué de 5 581 millions de F CFA pour s'établir à 21 492 millions de F CFA, soit **une progression de 35 %** et représente 10,9 % de l'ensemble des ressources de la clientèle.

TOTAL BILAN

+ 29,5 %

À

228 508

MILLIONS DE F CFA

Le total du bilan, atteint ainsi le montant de 228 508 millions de F CFA, après une augmentation de 52 129 millions de F CFA, soit + 29,5 %.

Cette évolution a notamment pour origine l'accroissement sensible des emplois et des ressources de la Banque.

Les comptes à terme, progressent de 18 688 millions de F CFA, soit + 26,2 % à fin 2010, leur poids relatif régresse de 1,4 point et s'établit à 44,9 % de l'ensemble des ressources de la clientèle.

Les autres dépôts reçus en garantie et provisions en couverture de crédits documentaires voient leur encours passer de 3 880 millions de F CFA à 8 913 millions de F CFA, soit **+ 129,7 %** à fin 2010.

Les ressources clientèle connaissent une croissance annuelle de 30,5 %, et s'établissent en moyenne annuelle à 175 925 millions de F CFA, portée notamment par l'évolution des dépôts à terme et des comptes ordinaires, respectivement de 22 108 millions de F CFA et 20 144 millions de F CFA.

Les comptes ordinaires, renforcent leur poids relatif dans la structure des ressources et représentent désormais 39,1 % du total des ressources, contre 38,6 % l'année dernière.

Les emplois clientèle s'élèvent à 119 417 millions de F CFA, en croissance de 25,2 % par rapport à l'exercice précédent où ils s'établissaient à 95 364 millions de F CFA.

Cette évolution favorable est imputable notamment à celle des crédits à moyen terme.

PDM

EMPLOIS

+ 13,57 %

La part de marché de la Banque, en termes d'emplois, se situe à 13,57 % à fin novembre 2010.

PDM

RESSOURCES

+ 15,47 %

La part de marché de la Banque, en termes de ressources, atteint 15,47 % en novembre 2010, et nous place ainsi au 2nd rang des banques burkinabè.

La progression de la base clientèle est illustrée par la variation positive du nombre de comptes de 29,5 % soit 20 821 nouveaux comptes.

Le nombre de comptes à vue des particuliers augmente de 22,6 %, tandis que leur encours progresse de 59,4 % passant de 8 818 millions de F CFA à 14 054 millions de F CFA.

Les crédits de campagne de commercialisation du coton enregistrent une progression de 66,1 % pour s'établir à 13 707 millions de F CFA contre 8 252 millions de F CFA à fin 2009, et représentent 11,5 % du total des emplois directs de la Banque.

Les escomptes, affichent un encours de 5 421 millions de F CFA, connaissant une baisse de 48,7 %.

Les découverts diminuent en un an, de 3066 millions de F CFA, soit - 23,1 %, pour se situer à 10 234



Sebastien TONI, DGA, remet le Prix de la campagne Dépôts à Georges NABI, Directeur de l'Agence de Bobo-Dioulasso. S. TONI presents the Loans campaign award to G. NABI, the Branch Chief.



L'équipe gagnante de l'Agence de Bobo-Dioulasso. The winning team of the Bobo-Dioulasso Branch.

millions de F CFA. Leur part dans les engagements globaux s'établit à 8,6 %.

Les prêts à court terme représentent 20,4 % du portefeuille total contre 27,7 % à fin 2009, et s'élèvent à 24 329 millions de F CFA.

Les prêts à moyen terme se situent à 60 285 millions de F CFA, en augmentation de 86,6 %, grâce aux concours mis en place en faveur notamment des particuliers. Leur part dans les engagements globaux s'établit à 50,5 %.

Les engagements par signature, avec un encours global de 51 746 millions de F CFA, enregistrent une baisse de 2,7 %. **Les ouvertures de crédits documentaires** s'élèvent à 4 687 millions de F CFA, soit une hausse

2010 BALANCE SHEET AND INCOME STATEMENT ANALYSIS

The financial year which closed on 31 December 2010 confirmed the good performance of the previous year, in significant gains in the assets and income.

Total assets thus came to CFAF 228,508, a 29.5%, or CFAF 52,129 million, increase.

The main reason for this is the significant rise in the Bank's deposits and loans.

Customer deposits rose by 30.5%, to a full-year average of CFAF 175,925 million, driven mainly by term deposits and ordinary accounts, which increased, respectively, by CFAF 22,108 million and CFAF 20,144 million.

Ordinary accounts increased their share of deposits to 39.1% of the total, up from 38.6% the previous year.

The Bank's market share in terms of deposits came to 15.47% in November 2010, thus making us Burkina Faso's second-largest bank.

The customer base expanded, as reflected in the increase in the 29.5% increase in the number of accounts, or 20,821 new accounts.

The number of private current accounts rose by 22.6%, while their total deposits rose by 59.4%, from CFAF 8,818 million to CFAF 14,054 million.

Deposits into savings accounts rose by 35%, or by CFAF 5,581 million to CFAF 21,492 millions, and account for 10.9% of all customer deposits.

Term accounts rose by 26.2%, or by CFAF 18,688 million in 2010, while their overall weighting in total customer deposits shrank by 1.4 points to 44.9%.

Other deposits received as guarantees and provisions on documentary credits rose by 129.7%, from CFAF 3,880 million in 2009 to CFAF 8,913 million to 2010.

Customer loans rose by 25.2% on the year, from CFAF 95,364 million to CFAF 119,417 million, thanks mainly to medium-term lending.

The Bank's market share in lending came to 13.57% at the end of November 2010.

Seasonal loans for cotton rose by 66.1% to CFAF 13,707 million from CFAF 8,252 million at end-2009 and accounted for 11.5% of the Bank's total direct lending.

Discounts shrank by 48.7% over the year to CFAF 5,421 million.

Overdrafts fell by CFAF 3,066 million, or by 23.1%, to CFAF 10,234 million. They accounted for 8.6% of overall commitments.

Short-term loans accounted for 20.4% of the total portfolio, vs. 27.7% at end-2009, and came to CFAF 24,329 million.

Medium-term loans came to CFAF 60,285 million, up by 86.6%, thanks to lending to individuals in particular. They made up 50.5% of overall commitments.

Off-balance sheet liabilities shrank by 2.7% to a total of CFAF 51,746 million. Documentary credits rose by 66.5% to CFAF 4,687 million. Guarantees granted to customers shrank by 20.7%, from CFAF 28,910 million in 2009 to CFAF 22,935 million in 2010.

Operating income rose by 28.9% from the previous year to CFAF 18,959 million. This figure does not include exceptional income, which is made up mainly of CFAF 1,932 million in provisions write-backs on doubtful and litigious debts.

Treasury income rose by 20.9% from the previous year, to CFAF 733 million.

de 66,5 %. Passant de 28 910 millions de F CFA à fin 2009, à 22 935 millions de F CFA en 2010, **l'encours des cautions et avals** délivrés en faveur de la clientèle a régressé de - 20,7 %.

Les produits d'exploitation atteignent 18 959 millions de F CFA et ont progressé de 28,9 % par rapport à la fin de l'exercice précédent. Cette évolution favorable ne tient pas compte des produits exceptionnels, essentiellement constitués des reprises de provisions sur créances douteuses et litigieuses, qui s'élèvent à 1 932 millions de F CFA.

Les produits de trésorerie, ont enregistré une progression de 20,9 % comparativement à l'exercice précédent en se situant à 733 millions de F CFA.

Les produits de clientèle, atteignent 18 226 millions de F CFA, contre 14 105 millions de F CFA à fin 2009, **soit une croissance de 29,2 %**. Cette évolution significative a été possible grâce à la forte poussée des intérêts sur les prêts court terme, ainsi que des produits sur titre de placement.

Les produits de change et les produits des engagements contribuent également pour leur part à cette évolution. L'exécution de transferts plus importants en devises, ainsi que la révision de nos conditions ont permis la réalisation de ces performances.

Le montant total des commissions et divers est passé de 4 181 millions de F CFA à 5 391 millions de F CFA à fin 2010, **progressant de + 28,9 %**.

Dans la catégorie des autres produits, dont le montant total s'élève à 2 275 millions de F CFA, le poste le plus important, **celui des reprises de provisions pour créances douteuses et litigieuses, se chiffre à 1 932 millions de F CFA**, contre 2 350 millions de F CFA à la fin de l'année 2009, soit une baisse de 7,1 %.

Les charges d'exploitation s'élèvent à fin 2010 à 6 653 millions de F CFA, contre 5 507 millions de F CFA en 2009, soit **un accroissement de 20,8 %** d'une année sur l'autre et un dépassement de 6,7 % par rapport au budget.

Les charges bancaires suivent la même tendance, en raison notamment de l'accroissement substantiel de l'encours des dépôts à terme, en passant de 4 801 millions de F CFA à fin 2009 à 6 621 millions de F CFA, à fin décembre 2010, **en progression de 37,9 %**.

Les charges sur opération avec la clientèle, dont le niveau atteint 6 165 millions de F CFA, soit **une variation de + 41,4 %**, expliquent notamment cette évolution.

Les charges de personnel sont de 1 844 millions de F CFA, pour 1 738 millions de F CFA de prévus au budget, et **connaissent un dépassement de 106 millions de F CFA soit 6,1 %**.

Les autres charges sont essentiellement constituées de diverses provisions et charges dont le poste principal est celui relatif aux provisions sur créances douteuses et litigieuses dont le montant passe de 2 477 millions de F CFA à 2 975 millions de F CFA en fin d'exercice 2010, soit une augmentation de 20,1 %.

PNB
+24,6 %
À
12 338
MILLIONS DE F CFA

Le développement de l'activité de la Banque, conjugué à une bonne maîtrise des charges, a contribué à dégager un **Produit Net Bancaire de 12 338 millions de F CFA, en croissance de 24,6 %** sur l'exercice.

Après prise en compte des frais directs d'exploitation de 6 018 millions de F CFA, en augmentation de 21,1 % et de la dotation aux amortissements de 635 millions de F CFA, **le résultat brut d'exploitation s'établit à 5 695 millions de F CFA**, enregistrant ainsi une progression de + 29,1 % par rapport à 2009.

Le résultat de l'exercice avant impôt s'élève à 3 987 millions de F CFA, en progression de 20,3 % par rapport à l'exercice antérieur.

RÉSULTAT NET

+34,9 %

À

3 064

MILLIONS DE F CFA

L'estimation d'un impôt sur le bénéfice commercial de 922 millions de F CFA, et sa prise en compte nous conduit à un résultat net qui s'établit à 3 064 millions de F CFA, en hausse de 34,9 % relativement

à l'exercice précédent.

Compte tenu du bénéfice réalisé de 3 064 millions de F CFA, et du report à nouveau antérieur de 1 650 millions de F CFA, le Conseil d'Administration vous propose l'affectation suivante :

Total à répartir :	4 713 616 295 F CFA
Réserve légale (15 % RN)	459 600 282 F CFA
Dividendes Bruts 2010	1 700 000 000 F CFA
Report à nouveau 2010	2 554 016 013 F CFA

Ce montant de 1 700 000 000 de F CFA affecté aux Dividendes Bruts, permet de servir aux détenteurs des 700 000 actions de la Banque, un dividende brut de 2 428,572 F CFA par action, correspondant à 24,3 % du capital.

Le dividende net par action, après règlement de l'IRVM (12,5 %) serait de 2 125 F CFA soit un rendement de 9,3 % net par rapport au cours d'introduction en bourse (23 000 F CFA) qui a par ailleurs connu une progression de + 34,8 % à 31 000 F CFA.

Les Fonds propres après cette affectation du résultat 2010 se chiffrent à 15 930 millions de F CFA.

Il convient de féliciter la Direction Générale et l'ensemble des collaborateurs pour la qualité des résultats obtenus au terme de l'exercice 2010, et les encourager à poursuivre leurs efforts de consolidation de la position de place de la Banque dans un contexte concurrentiel de plus en plus difficile.

Le Conseil d'Administration rend également hommage aux actionnaires dont le soutien permanent et sans réserve ne lui à jamais fait défaut. ■

Customer income came to CFAF 18,226 million, vs. CFAF 14,105 million in 2009, or a 29.2% increase. This significant increase was made possible by the sharp rise in interest on short-term loans, as well as income on investment securities.

Income on currencies and commitments also drove this trend. These performances were helped by stepped-up execution of currency transfers, as well as revision of our terms.

Total income from commissions and other rose by 28.9%, from CFAF 4,181 million to CFAF 5,391 million at end-2010.

In the category of other income, which amounted to a total of CFAF 2,275 million, the largest item, write-backs of provisions for doubtful and litigious debts, came to CFAF 1,932 million, vs. CFAF 2,350 million at the end of 2009, or a 7.1% decline.

Operating expenses came to CFAF 6,653 million in 2010, vs. CFAF 5,507 million in 2009, a year-on-year increase of 20.8% and 6.7% over the budgeted figure.

Banking expenses followed the same trend, due mainly to the substantial 37.9% increase in term deposits, from CFAF 4,801 million at end-2009 to CFAF 6,621 million at end-2010.

Expenses on customer operations rose 41.4% to CFAF 6,165 million, which was the main reason for the increase in banking expenses.

Personnel costs came to CFAF 1,844 million, which was CFAF 106 million, or 6.1%, over the CFAF 1,738 million budgeted figure.

Other expenses are composed mainly of various provisions and charges, the main item of which was provisions on doubtful and litigious loans, which rose by 20.1%, from CFAF 2,477 million to CFAF 2,975 million at the end of 2010.

The Bank's increased activity, combined with tight control of costs, led to a 24.6% increase in Net Banking Income to CFAF 12,338.

After taking into account CFAF 6,018 million in direct operating expenses (up by 21.1%) and CFAF 635 million in amortisation, gross operating income came to CFAF 5,695 million, a 29.1% increase vs. 2009.

Pre-tax income for the year came to CFAF 3,987 million, up 20.3% from one year earlier.

After deducting an estimated CFAF 922 million in income tax, net income rose by 34.9% over the year, to CFAF 3,064 million.

In light of this CFAF 3,064 million in profit and the previous balance carried forward of CFAF 1,650 million, the Board of Directors proposes the following allocation:

Total for distribution:	CFAF 4,713,616,295
Legal reserve (15% of net income)	CFAF 459,600,282
2010 gross dividends	CFAF 1,700,000,000
2010 balance brought forward	CFAF 2,554,016,013

This sum of CFAF 1,700,000,000 allocated to Gross Dividends provides a gross dividend of CFAF 2,428.572 per share, equivalent to 24.3% of the capital, to the holders of 700,000 shares in the Bank.

Net dividend per share after 12.5% dividend tax is CFAF 2,125 or a yield of 9.3% net vs. the IPO issue price (CFAF 23,000). The share price has since gained 34.8%, to CFAF 31,000.

Capital resources after this allocation of 2010 earnings come to CFAF 15,930 million.

Top management and the entire staff are to be congratulated for the exceptional results achieved in 2010, and are encouraged to continue their efforts to consolidate the Bank's position in an increasingly competitive marketplace.

The Board of Directors would also like to pay tribute to the Bank's shareholders for their unfailing and unconditional support. ■

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010

En exécution de la mission de Commissariat aux Comptes qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre société, nous vous présentons notre rapport prévu par l'article 715 de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Conformément à ces dispositions, il nous appartient, sur la base de nos travaux, de vous présenter un rapport portant à votre connaissance :

- les contrôles et vérifications auxquels nous avons procédé et les différents sondages auxquels nous nous sommes livrés ainsi que leurs résultats ;
- les postes du bilan et des autres documents comptables auxquels des modifications nous paraissent devoir être apportées, en faisant toutes les observations utiles sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents ;
- les irrégularités et les inexactitudes que nous avons décelées ;
- les conclusions auxquelles conduisent les observations et rectifications ci-dessus sur les résultats de l'exercice comparés à ceux du dernier exercice.

États financiers soumis à notre audit

Les états financiers soumis à notre audit ont été préparés par la Direction Générale de votre société et se caractérisent par les principaux chiffres clés ci-après :

ÉLÉMENTS	MONTANTS
TOTAL BILAN	228 508 M F CFA
FONDS PROPRES EFFECTIFS	14 062 M F CFA
RÉSULTAT NET (BÉNÉFICE)	3 064 M F CFA

Responsabilité de la Direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les États Membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nos travaux de vérification ont porté notamment sur :

- l'analyse et l'évaluation des procédures de contrôle interne ;
- le fonctionnement des organes sociaux ;
- le respect de la réglementation bancaire ;
- la révision des comptes.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les principales conclusions de nos travaux se présentent comme suit :

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

À l'issue de nos travaux, des ajustements et compléments d'écritures comptables ont été proposés à la Direction Générale de la BOA. Ceux-ci ont été correctement pris en compte pour établir la balance définitive.

Par conséquent, nous certifions que les états financiers de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) arrêtés au 31 décembre 2010 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice.

II. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX

Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur le fonctionnement des organes sociaux de la Banque.

III. RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION BANCAIRE

Dans le cadre du respect de la réglementation bancaire (circulaire n°11-2001/CB du 9 Janvier 2001 amendée le 11 Décembre 2003), nous avons examiné les ratios prudentiels édictés par la BCEAO et produit par la BOA-BURKINA FASO au 31 décembre 2010.

Suite à nos analyses, nous avons constaté que les ratios suivants ne respectent pas les normes :

RATIOS	RATIOS DE LA BOA	NORMES RÉGLEMENTAIRES DE LA BCEAO
RATIO DE STRUCTURE DU PORTEFEUILLE	0,71 %	60 % minimum

IV. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

4.1. INFORMATIONS SUR LES PRÊTS ET GARANTIES CONSENTIS AUX DIRIGEANTS ET AUX PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.

L'article 45 de la loi N° 058-2008/AN du 23/12/2008 portant réglementation bancaire dispose que les Commissaires aux Comptes doivent mentionner dans leur rapport annuel à l'Assemblée, tout prêt quel que soit le montant consenti aux dirigeants, aux principaux actionnaires et aux entreprises privées dans lesquelles les personnes ci-dessus visées exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social. Ces prêts doivent être approuvés à l'unanimité par les membres du Conseil d'Administration de la Banque.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, l'état de ces prêts nous a été communiqué par la BOA-BURKINA FASO. Cet état fait ressortir un encours des engagements accordés aux dirigeants de 2 258 millions de F CFA au 31 décembre 2010 se décomposant comme suit :

BÉNÉFICIAIRES	CONCOURS PAR CAISSE	ENGAGEMENT PAR SIGNATURE	TOTAL ENGAGEMENTS
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		894	894
COMMISSAIRES AUX COMPTES		38	38
PERSONNEL D'EXÉCUTION ET DE DIRECTION	1 326		1 326
TOTAL	1 326	932	2 258

(En millions de F CFA)

*Les Commissaires aux Comptes
Ouagadougou, le 1^{er} février 2011*

CABINET ROSETTE NACRO
Directrice Générale

ROSETTE NACRO
Expert Comptable Diplômée d'État
inscrite au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables
et Comptables Agréés du Burkina Faso

SOFIDEC-SARL
Associé

PAULIN OUEDRAOGO
Expert Comptable Diplômé d'État
inscrite au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables
et Comptables Agréés du Burkina Faso

RAPPORT SPÉCIAL

DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010

ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE 442 DE L'ACTE UNIFORME OHADA DU 17 AVRIL 1997.

Conformément aux dispositions de l'article 438 et suivant de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997 relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs ou Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux adjoints, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des Administrateurs ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général adjoint, Directeur Général ou Directeur Général adjoint de la personne morale contractante.

L'Administrateur intéressé est tenu d'informer le Conseil d'Administration dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'Administration ou le Président Directeur Général avise les Commissaires aux Comptes, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion, de toute convention autorisée par le Conseil d'Administration et la soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997, nous portons à votre connaissance les conventions suivantes visées par les articles 438 suivant dudit Acte Uniforme OHADA :

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE SOUS REVUE

Le Président du Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée par les articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA, et nos contrôles n'en ont pas révélé.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE SOUS REVUE

2.1. Convention d'assistance technique avec BOA GROUP S.A.

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet : assistance technique BOA S.A. au profit de la BOA-BURKINA FASO;

Effets produits au cours de l'exercice : le montant global des sommes versées au Groupe par la BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice 2010 au titre de l'exécution de cette convention, s'élève à 479 millions de F CFA (79 millions de F CFA pour les appointements expatriés et 400 millions de F CFA pour l'assistance technique) correspondant à une charge totale de 579 millions de F CFA (79 millions de F CFA pour les appointements expatriés et 500 millions de F CFA pour l'assistance technique), compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20 % sur les honoraires d'assistance technique (prestataire non établi au Burkina Faso).

2.2 Convention d'assistance technique avec AISSA-SARL

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet : assistance technique de AISSA-SARL au profit de la BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : le montant global des sommes versées à AISSA-SARL par la BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention s'élève à 55 millions de F CFA.

2.3 Conventions de prêts subordonnés

■ Convention de prêt subordonné BOA GROUP S.A.

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet : prêt subordonné de 186 millions de F CFA au taux fixe de 5,9 % et les intérêts variables.

Effets produits au cours de l'exercice : les intérêts courus de l'exercice s'élèvent à 23 millions de F CFA.

■ Conventions prêt subordonné CAURIS CROISSANCE

Administrateur intéressé : M. Yawo Noël EKLO.

Nature et objet : prêt subordonné de 114 millions de F CFA au taux fixe de 5,9 % et les intérêts variables;

Effets produits au cours de l'exercice : les intérêts courus sur l'exercice s'élèvent à 13 millions de F CFA.

*Les Commissaires aux Comptes
Ouagadougou, le 1^{er} février 2011*

CABINET ROSETTE NACRO

Directrice Générale

ROSETTE NACRO

Expert Comptable Diplômée d'État
inscrite au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables
et Comptables Agréés du Burkina Faso

SOFIDEC-SARL

Associé

PAULIN OUEDRAOGO

Expert Comptable Diplômé d'État
inscrite au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables
et Comptables Agréés du Burkina Faso

BILAN COMPTE DE RÉSULTAT RÉSOLUTIONS

BALANCE SHEET
INCOME STATEMENT
RESOLUTIONS



*Rencontres BOA 2010, Administrateurs à Cotonou, Bénin, et Cadres à Dar Es Salaam, Tanzanie.
BOA 2010 Meetings, Directors in Cotonou, and senior officers in Dar Es Salaam.*

BILAN

COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

ACTIF / ASSETS	Exercice / Fiscal year 2009	Exercice / Fiscal year 2010
CAISSE / CASH	5 494 880 519	6 537 944 174
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK PLACEMENTS	48 875 441 626	48 101 564 607
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	28 720 994 499	18 256 081 591
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANKS	19 232 087 495	11 935 950 577
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK	220 365 558	167 698 793
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	9 268 541 446	6 152 432 221
• À TERME / TERM DEPOSITS	20 154 447 127	29 845 483 016
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' LOANS	95 363 599 043	119 417 436 578
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	10 564 766 275	5 420 925 621
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	10 564 766 275	5 420 925 621
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	71 853 312 026	103 683 412 938
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	8 252 478 526	13 706 672 923
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	63 600 833 500	89 976 740 015
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / ORDINARY DEBTOR ACCOUNTS	12 945 520 742	10 233 744 019
• AFFACTURAGE / FACTORING		79 354 000
TITRES DE PLACEMENT / CURRENT SECURITIES	18 147 670 000	43 004 199 999
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / INVESTMENTS IN ASSOCIATES	1 027 471 410	1 919 628 685
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & RELATED OPERATIONS		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL INVESTMENTS AT EQUITY VALUE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	46 065 871	98 480 996
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	3 517 041 793	3 452 893 348
ACTIONNAIRES ET ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	3 540 387 530	5 603 254 049
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	366 208 603	372 108 538
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	176 378 766 395	228 507 510 974
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	Exercice / Fiscal year 2009	Exercice / Fiscal year 2010
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	53 185 408 143	51 745 857 823
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	2 813 881 649	4 686 262 299
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS		3 250 000
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	2 813 881 649	4 683 012 299
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	50 371 526 494	47 059 595 524
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS	560 000	560 000
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	50 370 966 494	47 059 035 524
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		

BALANCE SHEET

FOR THE LAST TWO FINANCIAL PERIODS (IN CFAF)

PASSIF / LIABILITIES	Exercice / Fiscal year 2009	Exercice / Fiscal year 2010
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	2 652 806 505	2 926 327 958
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	1 652 806 505	1 244 615 415
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK	581 134 428	151 734 945
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	1 071 672 077	1 092 880 470
• À TERME / TERM DEPOSITS	1 000 000 000	1 681 712 543
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' DEPOSITS	151 609 572 394	197 891 571 244
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	15 910 657 027	21 491 736 434
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS		
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS		
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	62 024 014 757	79 188 648 549
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	73 674 900 610	97 211 186 261
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBTS EVIDENCED BY SECURITIES	3 800 000 000	2 800 000 000
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	3 811 813 651	5 294 743 836
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	724 451 939	1 539 242 016
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES	44 504 412	425 006 543
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS	1 599 845 000	299 845 000
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS	2 434 739 968	2 794 739 968
CAPITAL / CAPITAL	5 000 000 000	7 000 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS	250 000 000	1 521 000 000
RÉSERVES / RESERVES	960 597 364	1 301 418 114
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES		
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	1 218 296 831	1 649 614 412
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	2 272 138 331	3 064 001 883
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	176 378 766 395	228 507 510 974
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	Exercice / Fiscal year 2009	Exercice / Fiscal year 2010
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	108 805 320 273	120 764 340 811
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	108 805 320 273	120 764 340 811
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	8 800 123 964	11 241 308 821
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	100 005 196 309	109 523 031 990
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		

RÉSULTAT

COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

CHARGES / EXPENSES	Exercice / Fiscal year 2009	Exercice / Fiscal year 2010
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & RELATED EXPENSES	4 596 344 405	6 175 134 542
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK DEBTS	406 929 334	215 836 928
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' DEBTS	4 189 415 071	5 959 297 614
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON SECURITIES		
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS ET SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON BLOCKED ACCOUNTS OF SHAREHOLDERS AND ASSOCIATES AND ON SUBORDINATED DEBT		
• AUTRES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST AND RELATED EXPENSES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION	33 104 661	116 392 497
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	173 139 990	309 320 874
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES	172 521 406	205 731 158
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	618 584	49 021
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES		103 540 695
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES	5 739 311	20 414 809
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING EXPENSES	4 966 601 233	6 018 103 503
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	1 493 671 641	1 843 704 650
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER GENERAL EXPENSES	3 472 929 592	4 174 398 853
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS / DEPRECIATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	535 954 307	634 861 428
SOLDE EN Perte DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN / DEFICIT ON CORRECTIONS TO SECURITIES, LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET	750 351 949	1 155 735 892
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONS OVER FUNDS RECOVERED FOR GENERAL BANKING RISKS	360 000 000	360 000 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	33 481 076	310 517 049
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	43 927 907	214 095 056
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	1 041 238 200	922 222 675
BÉNÉFICE / GAINS	2 272 138 331	3 064 001 883
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	14 812 021 370	19 300 800 208

INCOME STATEMENT

FOR THE LAST TWO FINANCIAL PERIODS (IN CFAF)

PRODUITS / INCOME	Exercice / Fiscal year 2009	Exercice / Fiscal year 2010
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST AND RELATED INCOME	9 992 148 999	11 660 490 140
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	605 922 007	732 906 882
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' LOANS	9 386 226 992	10 927 583 258
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST AND RELATED INCOME		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
/ INCOME FROM LEASING AND RELATED OPERATIONS		10 000 000
COMMISSIONS / COMMISSION	1 393 649 622	1 552 168 493
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	2 684 943 648	4 747 079 706
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM CURRENT SECURITIES	538 427 173	1 897 512 709
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS AND RELATED INCOME	277 197 810	249 641 201
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	1 212 280 943	1 862 130 766
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	657 037 722	737 795 030
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	40 812 082	90 107 390
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME	601 012 889	899 136 688
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
/ RECOVERY OF DEPRECIATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	11 017 323	10 500 901
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN		
/ SURPLUS ON CORRECTIONS TO VALUE OF LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET ITEMS		
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES		
GÉNÉRAUX / SURPLUS RECOVERED ON PROVISION OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS		
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	67 479 965	237 631 227
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	20 956 842	93 685 663
PERTES / LOSS		
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	14 812 021 370	19 300 800 208

RÉSULTAT

COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

PRODUITS & CHARGES	Exercice 2009	Exercice 2010
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	9 992 148 999	11 660 490 140
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	605 922 007	732 906 882
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	9 386 226 992	10 927 583 258
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		10 000 000
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	4 596 344 405	6 175 134 542
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	406 929 334	215 836 928
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	4 189 415 071	5 959 297 614
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE		
• SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS		
• AUTRES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
MARGE D'INTÉRÊT	5 395 804 594	5 495 355 598
PRODUITS DE COMMISSIONS	1 393 649 622	1 552 168 493
CHARGES DE COMMISSIONS	33 104 661	116 392 497
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	1 360 544 961	1 435 775 996
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	365 905 767	1 691 781 551
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS	277 197 810	249 641 201
• OPÉRATIONS DE CHANGE	1 211 662 359	1 862 081 745
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	657 037 722	634 254 335
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	2 511 803 658	4 437 758 832
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	641 824 971	989 244 078
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	5 739 311	20 414 809
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
PRODUIT NET BANCAIRE	9 904 238 873	12 337 719 695
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	4 966 601 233	6 018 103 503
• FRAIS DE PERSONNEL	1 493 671 641	1 843 704 650
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	3 472 929 592	4 174 398 853
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	535 954 307	634 861 428
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	11 017 323	10 500 901
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 412 700 656	5 695 255 665
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	750 351 949	1 155 735 892
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS ET REPRISES SUR FRBG	360 000 000	360 000 000
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	3 302 348 707	4 179 519 773
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	33 998 889	-72 885 822
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	-22 971 065	-120 409 393
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	1 041 238 200	922 222 675
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	2 272 138 331	3 064 001 883

INCOME STATEMENT

FOR THE LAST TWO FINANCIAL PERIODS (IN CFAF)

INCOME & EXPENSES	<i>Fiscal year 2009</i>	<i>Fiscal year 2010</i>
INTEREST AND RELATED INCOME	9 992 148 999	11 660 490 140
• ON INTERBANK LOANS	605 922 007	732 906 882
• ON CUSTOMERS' LOANS	9 386 226 992	10 927 583 258
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• ON SECURITIES		
• OTHER INTEREST AND RELATED INCOME		
INCOME FROM LEASING AND RELATED OPERATIONS		10 000 000
INTEREST AND RELATED EXPENSES	4 596 344 405	6 175 134 542
• ON INTERBANK DEBTS	406 929 334	215 836 928
• ON CUSTOMERS' DEBTS	4 189 415 071	5 959 297 614
• ON SECURITIES		
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• OTHER INTEREST AND RELATED EXPENSES		
EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS		
INTEREST MARGIN	5 395 804 594	5 495 355 598
COMMISSION INCOME	1 393 649 622	1 552 168 493
COMMISSION EXPENSES	33 104 661	116 392 497
NET RESULT FROM COMMISSION	1 360 544 961	1 435 775 996
NET RESULT FROM		
• CURRENT SECURITIES TRANSACTIONS	365 905 767	1 691 781 551
• DIVIDENDS AND RELATED TRANSACTIONS	277 197 810	249 641 201
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	1 211 662 359	1 862 081 745
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	657 037 722	634 254 335
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	2 511 803 658	4 437 758 832
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	641 824 971	989 244 078
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	5 739 311	20 414 809
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS		
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
OPERATING INCOME	9 904 238 873	12 337 719 695
GENERAL OPERATING EXPENSES	4 966 601 233	6 018 103 503
• PERSONNEL COSTS	1 493 671 641	1 843 704 650
• OTHER GENERAL EXPENSES	3 472 929 592	4 174 398 853
DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	535 954 307	634 861 428
RECOVERY OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	11 017 323	10 500 901
GROSS OPERATING PROFIT	4 412 700 656	5 695 255 665
NET RESULT FROM VALUE ADJUSTMENTS	750 351 949	1 155 735 892
NET SURPLUS FROM ALLOCATIONS AND REVERSALS ON RESERVES FOR GBR	360 000 000	360 000 000
PRE-TAX OPERATING INCOME	3 302 348 707	4 179 519 773
EXTRAORDINARY ITEMS	33 998 889	-72 885 822
RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	-22 971 065	-120 409 393
CORPORATE INCOME TAX	1 041 238 200	922 222 675
NET INCOME FROM THIS FINANCIAL PERIOD	2 272 138 331	3 064 001 883

RÉSOLUTIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 23 MARS 2011

POINT 1 :

EXAMEN ET APPROBATION DU BILAN
ET DES COMPTES DE RÉSULTATS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2010, les approuve dans toutes leurs parties et en conséquence, approuve le bilan et les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans les rapports.

Cet exercice 2010 se solde donc par un bénéfice net de 3 064 001 883 F CFA, après une dotation aux amortissements de 634 861 428 F CFA et un impôt sur les bénéfices de 922 222 675 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, établi conformément à la réglementation bancaire, approuve sans réserve ledit Rapport pour l'exercice 2010.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Sur propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, approuve l'affectation du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur comme suit :

	En F CFA
Bénéfice net de l'exercice 2010	3 064 001 883
Report à nouveau 2009	1 649 614 412
Total à répartir	4 713 616 295
Affectation proposée par le Conseil d'Administration :	
Réserve légale (15 % Résultat Net)	459 600 282
Dividende brut 2010	1 700 000 000
Report à nouveau 2010	2 554 016 013
TOTAL RÉPARTI	4 713 616 295

POINT 1:

REVIEW AND APPROVAL
OF BALANCE SHEET AND INCOME
STATEMENTS FOR FISCAL YEAR
ENDED 31 DECEMBER 2010

FIRST RESOLUTION

Having reviewed the Board of Director's and the external auditor's report on fiscal year 2010, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and consequently approved the results and financial statements as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports.

Fiscal year 2010 closed with a profit of CFAF 3,064,001,883 after amortizations of CFAF 634,861,428 and corporate income tax of CFAF 922,222,675.

In addition, after reviewing the external auditors' special report, which was drawn up in accordance with current banking regulations, the Meeting unreservedly approved this report for fiscal year 2010.

SECOND RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Director's proposal to allocate all net profits for the year and the previous balance brought forward as follows:

	In CFAF
Net income for the period	3,064,001,883
Previous balance brought forward 2009	1,649,614,412
Total for distribution	4,713,616,295
Allocation proposed by the Board of Directors:	
Legal reserve (15% of net income)	459,600,282
Gross Dividend 2010	1,700,000,000
New balance brought forward 2010	2,554,016,013
TOTAL DISTRIBUTION	4,713,619,295

RESOLUTIONS

ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 23 MARCH 2011

TROISIÈME RÉOLUTION

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que le dividende par action de l'exercice 2010 est de 2 428,572 F CFA Brut.

Ce dividende sera versé aux actionnaires détenteurs des 700 000 actions portant jouissance sur l'exercice 2010, après règlement à l'Etat de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 12,5 % sur le dividende brut.

Il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 2 125 F CFA par action de 10 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au Siège Social à compter du 1^{er} mai 2011.

QUATRIÈME RÉOLUTION

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et décharge aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat.

POINT 2 :

ADOPTION DES INDEMNITÉS DE FONCTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR
L'EXERCICE 2011

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide de fixer le montant des indemnités de fonction allouées aux membres du Conseil d'Administration pour l'année 2011 à la somme de 35 000 000 F CFA.

SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

THIRD RESOLUTION

In accordance with the preceding resolution, the Annual General Meeting decided that for 2010 a gross dividend of CFAF 2,428.572 will be paid per share.

This dividend will be paid to holders of the 700,000 shares entitled to interest in 2010, after payment to the State of tax on income from securities at 12.5% of the gross dividend.

Shareholders will effectively be paid a net dividend corresponding to a remuneration of CFAF 2,125 per share of CFAF 10,000.

The dividend will be paid at the Bank's headquarters as of 1 May 2011.

FOURTH RESOLUTION

Consequently, the Annual General Meeting fully and unreservedly ratified the management and actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2010. The Meeting also granted discharge to the external auditors for performance of their duties in the same period.

POINT 2:

ADOPTION OF BOARD OF
DIRECTORS' ANNUAL RETAINER
FOR FISCAL YEAR 2011

FIFTH RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting set the total annual post allowances for all members of the Board at CFAF 35,000,000 for 2011.

SIXTH RESOLUTION

The Annual General Meeting conferred on all holders of an original, an extract or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to execute the formalities of legal publication.

ANNEXES

1 / NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux Banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2010 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

CONVERSION DES COMPTES DU BILAN EN DEVISES

Les créances et dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31 décembre 2010, cours communiqués par l'Agence Nationale de la BCEAO.

LES OPÉRATIONS ET POSITIONS EN DEVISES

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

LES INTÉRÊTS ET LES COMMISSIONS BANCAIRES

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

Le classement de ces comptes par activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc..., n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Toutes les créances en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 50 et 100 % selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale relatives à la comptabilisation et provisionnement des engagements en souffrance. Le taux moyen des provisions au 31 décembre 2010 est de 82,2 %.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

LES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	20 %
CONSTRUCTIONS	5 %
MATÉRIEL DE TRANSPORT	25 %
AMÉNAGEMENT - INSTALLATIONS	10 %
MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU (SELON NATURE)	10-25 %
MATÉRIEL INFORMATIQUE	33 1/3 %

2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2009*		Au 31/12/2010*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	48 609	2 653	48 102	2 926
DE 1 MOIS À 3 MOIS	76			
DE 3 MOIS À 6 MOIS	93			
DE 6 MOIS À 2 ANS	97			
DE 2 ANS À 5 ANS				
PLUS DE 5 ANS				
TOTAL	48 875	2 653	48 102	2926

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2009*		Au 31/12/2010*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	37 377	96 997	45 881	122 131
DE 1 MOIS À 3 MOIS	12 727	11 970	8 446	10 418
DE 3 MOIS À 6 MOIS	5 698	5 014	5 956	12 273
DE 6 MOIS À 2 ANS	20 344	13 478	23 866	12 053
DE 2 ANS À 5 ANS	14 155	23 535	27 239	40 893
PLUS DE 5 ANS	2 196	616	4 708	123
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	2 867		3 321	
TOTAL	95 364	151 610	119 417	197 891

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2009*		Au 31/12/2010*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	28 076	37 257	42 865	42 143
ENTREPRISES PRIVÉES	50 916	104 540	57 419	139 976
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	16 352	9 114	19 116	15 275
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	20	699	17	497
TOTAL	95 364	151 610	119 417	197 891

* EN MILLIONS DE F CFA

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	1 067	1 786
CRÉANCES DOUTEUSES	8 296	8 611
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	-6 496	-7 076
CRÉANCES EN SOUFFRANCE NETTES	2 867	3 321

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	Brut	Net		

DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

• BANK OF AFRICA – BÉNIN	305	305	9 000	3,39 %
• SOFIGIB	40	40	1 200	3,33 %
SOUS TOTAL	345	345	10 200	

DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS

• AISSA	7	7	42	16,67 %
• AGORA	250	250	5 000	5,00 %
• AFRICINVEST	133	133	38 112	0,34 %
• ACTIBOURSE S.A.	22	22	350	5,81 %
• CTMI UEMOA	17	17	1 850	0,92 %
• VISA	5	5		
• ACTIONS BOA-FRANCE	328	328	3 280	10,00 %
• PARTICIPATION CRRH UEMOA	100	100		
• SCI OLYMPE	701	701	1 000	70,10 %
SOUS TOTAL	1 563	1 563	49 634	

TOTAL PARTICIPATIONS **1 908** **1 908**

AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	11	11		
SOUS TOTAL	11	11		

TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES **1 919** **1 919**

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2009*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2010*
IMMOBILISATIONS BRUTES	503	83		586
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	-457	-31		-488
TOTAL NET	46	52		98

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2009*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2010*
IMMOBILISATIONS BRUTES	6 306	1 773	1 243	6 836
• IMMOBILISATIONS EN COURS	215	353	467	101
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	5 298	685	120	5 862
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	84	607	4	688
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE	709	128	652	185
AMORTISSEMENTS				
• IMMOBILISATIONS EN COURS				
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	-2 790	-604	-11	-3 383
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION				
TOTAL NET	3 516	1 169	1 232	3 453

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
DÉBITEURS DIVERS	417	240
VALEURS NON IMPUTÉES	2	4
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	2 331	3 778
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION	17	5
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS		
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS		124
CRÉANCES RATTACHÉES	774	1 453
TOTAL	3 540	5 604

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
DETTES FISCALES		
DETTES SOCIALES		
CRÉDITEURS DIVERS	1 827	1 797
DETTES RATTACHÉES	850	2 098
DIVERS	1 136	1 400
TOTAL	3 812	5 295

* EN MILLIONS DE F CFA

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	165	132
PRODUITS À RECEVOIR	19	12
DIVERS	182	228
TOTAL	366	372

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
CHARGES À PAYER	451	544
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	166	691
DIVERS	107	304
TOTAL	724	1 539

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
CHARGES DE RETRAITE		
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE		380
PERTES ET CHARGES	45	45
TOTAL	45	425

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant au 31/12/2009*	Affectation du résultat 2009*	Autres mouvements*	Montant au 31/12/2010*
F.R.B.G.	2 435		360	2 795
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	250		1 271	1 521
RÉSERVES LÉGALES	961		341	1 302
RÉSERVES RÉGLEMENTÉES				
AUTRES RÉSERVES				
CAPITAL SOCIAL	5 000		2 000	7 000
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)	1 600	-1 300		300
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES				
REPORT À NOUVEAU	1 218	-500	931	1 649
RÉSULTAT 2009	2 272	-2 272		
RÉSULTAT 2010			3 064	3 064
TOTAL	13 736	-4 072	7 967	17 631

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

Année	Montant
2007	1 724
2008	350
2009	360
2010	360
SOIT AU 31/12/2010	2 795

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO s'élève à 7 000 millions de F CFA.

Il est composé de 700 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA WEST AFRICA	52,24 %
AUTRES BANK OF AFRICA	0,26 %
ATTICA SA	3,88 %
ACTIONNAIRES BURKINABÈ	23,30 %
CAURIS CROISSANCE	0,45 %
AUTRES ACTIONNAIRES	19,87 %
TOTAL	100,00%

3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
ENGAGEMENTS DONNÉS	53 185	51 743
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2 814	4 683
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	2 814	4 683
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	50 371	47 060
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	1	1
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	50 370	47 059
ENGAGEMENTS REÇUS	108 805	120 764
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	108 805	120 764
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	8 800	11 241
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	100 005	109 523
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

* EN MILLIONS DE F CFA

4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	606	733
• À VUE	163	209
• À TERME	443	524
SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	9 386	10 928
• CRÉANCES COMMERCIALES	462	522
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	2 708	2 563
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	2 104	1 710
• CRÉDITS À MOYEN TERME	3 925	5 957
• CRÉDITS À LONG TERME	187	175
TOTAL	9 992	11 660

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	407	216
• À VUE	101	140
• À TERME	306	76
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	4 188	5 959
• À VUE	134	268
• À TERME	4 054	5 691
TOTAL	4 595	6 175

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	1 394	1 552
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES		
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 394	1 552
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	33	116
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	20	13
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	13	103

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 274	1 556
CHARGES SOCIALES	220	288
TOTAL	1 494	1 844

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	216	260
REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL	83	72
LOYERS	212	240
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	247	321
PRIMES D'ASSURANCE	126	139
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	619	687
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	210	348
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	188	196
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	422	438
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	410	507
JETONS DE PRÉSENCE	29	25
MOINS-VALUES DE CESSIONS	1	58
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	710	883
TOTAL	3 473	4 174

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	536	635
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	536	635
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION		
REPRISES		
TOTAL	536	635

* EN MILLIONS DE F CFA

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2009*	Au 31/12/2010*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	2 477	2 975
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	624	114
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-2 350	-1 932
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES		-1
TOTAL	751	1 156

5 / AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

Catégories	2009	2010
CADRES EXPATRIÉS	2	2
CADRES LOCAUX	7	11
GRADÉS	30	32
EMPLOYÉS	113	139
PERSONNEL NON BANCAIRE	9	11
PERSONNEL TEMPORAIRE		
TOTAL	161	195

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

Nature	2009*	2010*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	9 540	6 657
• BILLETS ET MONNAIES	561	254
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	8 979	6 403
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	25	0
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	25	0
• REFINANCEMENTS		
• AUTRES SOMMES DUES		
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	36	2
• COMPTES ORDINAIRES	36	2

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2010

Nature	En F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2010	3 064 001 883
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2009	1 649 614 412
TOTAL À RÉPARTIR	4 713 616 295
RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT)	459 600 282
DIVIDENDE	1 700 000 000
RÉSERVES FACULTATIVES	
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	2 554 016 013
TOTAL RÉPARTI	4 713 616 295

6 / RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature	2 006	2 007	2008	2 009	2 010
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	2 000	2 500	4 000	5 000	7 000
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	200 000	250 000	400 000	500 000	700 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	9 078	11 062	13 172	14 713	18 959
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	4 904	5 370	5 559	6 716	7 387
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	663	808	879	1 041	922
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 015	1 410	1 886	2 272	3 064
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	20 659	18 245	11 703	11 350	9 236
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	5 077	5 639	4 715	4 544	4 377
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	106	115	135	161	195
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	895	1 042	1 248	1 494	1 844
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*					

* EN MILLIONS DE F CFA

** EN F CFA

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

WWW.BOABURKINAFASO.COM

AGENCES OUAGADOUGOU - OUAGADOUGOU BRANCHES

■ AGENCE CENTRALE

770, avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana
01 BP 1319 – Ouagadougou 01

Tél. : (226) 50 30 88 70 à 73 – Fax : (226) 50 30 88 74

Email <information@boaburkinafaso.com>

■ AGENCE ÉLITE

770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana
01 BP 1319 – Ouagadougou 01

Tél. : (226) 50 49 79 08 – Fax : (226) 50 30 88 74

Télex : 5543 BF

■ BOULEVARD FRANCE-AFRIQUE

Tél. : (226) 50 38 05 45 – Fax : (226) 50 38 05 48

■ GOUNGHIN

Avenue du Kadiogo – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01

Tél. : (226) 50 34 50 00 – Fax : (226) 50 34 43 14

■ KWAME N'KRUMAH

Avenue Kwamé-N'Krumah – Immeuble Kanazoé
01 BP 1319 – Ouagadougou 01

Tél. : (226) 50 30 19 88 / 89 – Fax : (226) 50 30 19 93

■ MAISON DE L'ENTREPRISE

132, Avenue de Lyon – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01

Tél. : (226) 50 30 88 70 – Fax : (226) 50 30 88 74

■ MARCHÉ CENTRAL ROOD-WOOKO

Hangars n°1B3047 et 1B3048 – Ouagadougou

Tél. : (226) 50 30 88 70 – Fax : (226) 50 30 88 74

■ OUAGA 2000

Complexe Commercial Al Fateh Center – BP 1319

Face Hôtel Sofitel Libya, côté Parking – Ouagadougou

Tél. : (226) 50 37 69 68 – Fax : (226) 50 37 69 76

■ PISSY

Avenue Tidiane COULIBALY – Ouagadougou

Tél. : (226) 50 30 88 70 – Fax : (226) 50 30 88 74

■ SANKARYAARE

Rue 3.02, Avenue de la Liberté – Face SONAPOST de Nemnin – Ouagadougou

Tél. : (226) 50 30 88 70 – Fax : (226) 50 30 88 74

■ TAMPOUY

Immeuble Boukary Sankara – Face Immeuble Kafando

Avenue Yatenga – 01 BP 1319 – Ouagadougou

Tél. : (226) 50 49 79 28 – Fax : (226) 50 35 34 00

■ UEMOA

380, Avenue du Professeur Joseph Ki-ZERBO – 01 BP 543 – Ouagadougou 01

Tél. : (226) 50 30 88 70 – Fax : (226) 50 30 88 74

■ ZOGONA

1605, Avenue Charles de Gaulle – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01

Tél. : (226) 50 36 85 27 – Fax : (226) 50 36 85 28

AGENCES RÉGIONALES - REGIONAL BRANCHES

■ BOBO – DIOULASSO

932, Avenue Guillaume Ouédraogo – 01 BP 416 – Bobo-Dioulasso 01

Tél. : (226) 20 97 39 15 – Fax : (226) 20 97 39 16

■ DÉDOUGOU

Situé dans l'enceinte de la CAMEG, route de TOUGAN – Dédougou

Tél. : (226) 20 52 12 34 – Fax : (226) 20 52 12 37

■ ESSAKANE

Site mine d'or – Essakane

Tél. : (226) 40 46 80 94 – Fax : (226) 40 46 80 95

■ FADA N'GOURMA

Secteur 10 – Nationale n°4 – Face à la Cathédrale de Fada – Fada

Tél. : (226) 40 77 17 74 – Fax : (226) 40 77 17 75

■ GAOUA

Situé dans l'enceinte de la CAMEG – Gaoua

Tél. : (226) 20 97 39 15 – Fax : (226) 20 97 39 16

■ KOUDOUGOU

1852, rue 2.18 – BP 43 – Commune de Koudougou – Région du Centre-Ouest

Tél. : (226) 50 44 07 45 – Fax : (226) 50 44 07 46

■ KOUPÉLA

Secteur 3 – Face au District Sanitaire – BP 185 – Koupéla

Tél. : (226) 40 70 04 44 – Fax : (226) 40 70 04 33

■ POUYTENGA

Secteur 5 – Coté Nord – Marché Central – Pouytenga

Tél. : (226) 40 70 66 66 – Fax : (226) 40 70 66 66

SIÈGE / HEAD OFFICE



BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01 – BURKINA FASO

Tél. : (226) 50 30 88 70 à 73 – Fax : (226) 50 30 88 74 – Télex : 5543 BF

Swift : AFRIBFBF – Email <information@boaburkinafaso.com>

WWW.BANK-OF-AFRICA.NET